

JEUDI 28 MARS

AMPLIFIONS LA MOBILISATION

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE!

TOUTES ET TOUS À PARIS!



Bastille



Bercy



Nous ne cessons de le dire et de l'écrire, et nous ne cesserons de le dire et de l'écrire : la situation est grave et nous sommes toutes et tous en danger !

Aujourd'hui, l'objectif des pouvoirs publics est simple : Externaliser, privatiser et abandonner des missions, supprimer des emplois, réduire par quatre le nombre des implantations, limiter l'accueil du public aux contacts dématérialisés, abattre notre statut, détruire le service public et ainsi, mettre à mal l'égalité de traitement des citoyens.

Le nôtre et le vôtre doit être aussi simple : empêcher la destruction de notre administration et préserver notre avenir personnel et professionnel, celui du service public et de la Fonction publique.

**NOUS POUVONS Y ARRIVER À FORCE
DE DÉTERMINATION ET EN S'Y
METTANT TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !**

Les grandes manœuvres ont déjà commencé. Le périmètre de nos missions est attaqué et la manière de les exercer bouleversée. Elles sont vidées de leur sens au détriment de l'intérêt général.

La géographie revisitée va aboutir à un déménagement violent et massif du territoire et divisera par quatre le nombre de nos implantations. Pour faciliter le tout, la loi Fonction publique va permettre de recruter des contractuels un peu partout, de mettre à mal nos garanties individuelles et collectives en supprimant le rôle des CAP, d'introduire une compétition malsaine entre services, entre les agents et entre titulaires et précaires.

C'est bien un avenir à la France-Télécom qui nous est promis... Si nous ne nous rebellons pas !

Personne ne peut aujourd'hui se croire à l'abri, quel que soit son grade, quelle que soit son affectation, quelle que soit la mission qu'il exerce.

SIP, SPF, SIE, CADASTRE, SPL...

TOUS LES SERVICES MENACÉS !

SIP : affirmant le 27 février que 3 000 agents travaillent sur la Taxe d'habitation, le ministre Darmanin prévoit de supprimer 3 000 emplois sans aucun redéploiement sur des missions déficitaires ou affichées prioritaires, comme la lutte contre la fraude fiscale. Le prélèvement à la source et la suppression de la TH mettent clairement en péril les SIP.

Cadastre : le transfert vers l'IGN est aujourd'hui sur les rails.

SPL : la création d'agences comptables va finir de mettre à mal la gestion publique, et le principe fondamental de séparation entre ordonnateur et comptable, sans aucun intérêt financier pour la collectivité locale.

Recouvrement : les pouvoirs publics portent bel et bien l'idée d'une agence unique de recouvrement des recettes fiscales et sociales hors du périmètre de la DGFiP. Cela mettra à mal sans aucun doute les SIE.

Contrôle fiscal : l'artifice de l'intelligence artificielle est utilisé pour déshabiller les services de base...

REVENDIQUONS ENSEMBLE UN AUTRE AVENIR POUR NOUS, POUR NOS CONCITOYENS, POUR LE SERVICE PUBLIC, POUR LA JUSTICE FISCALE ET SOCIALE

Pour changer l'avenir de la DGFIP, il faut poursuivre et amplifier la mobilisation en cours. C'est ce que Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, F.O.-DGFIP, CFDT Finances Publiques, CFTC Finances Publiques vous appellent à faire.

CONTINUONS À NOUS FAIRE ENTENDRE, FORT ET CLAIR ! ET MONTRONS NOTRE DÉTERMINATION !

- ✓ Pour l'arrêt des suppressions d'emplois
- ✓ Pour l'abandon de tous les projets en cours : géographie revisitée du directeur général, expérimentations d'agences comptables, concentration des SIP, SIE et SPF, transfert de la mission cadastrale à l'IGN, agence unique de recouvrement des recettes fiscales et sociales...
- ✓ Pour l'ouverture de véritables discussions sur le devenir des missions, des implantations territoriales et le maintien des garanties individuelles et collectives dans le cadre des CAP sur la base de règles de gestion transparentes et négociées au niveau national.
- ✓ Pour la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins.
- ✓ Pour une opération massive de repyramidage des emplois par une amélioration des volumes de promotions de grade au sein de chaque catégorie et un large plan de promotions de C en B et de B en A.
- ✓ Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice.
- ✓ Pour la revalorisation immédiate des régimes indemnitaires de 200 euros brut par mois, via l'IMT et leur intégration dans le traitement ! Pour l'attribution à toutes et tous de la prime exceptionnelle de 200 euros.

UN VOLUME DE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS JAMAIS ATTEINT

50 000 emplois supprimés dans fonction publique d'ici 3 ans. Les projections envisagées pour la DGFIP donnent le tournis : 10 000, 15 000 voire 30 000 agents qui s'ajouteraient au lourd tribut déjà payé par notre administration !

C'est tout l'objet du plan pluri-annuel qui est aujourd'hui discuté par notre la direction général... une seule chose est sur c'est que bien loin de tenir compte de notre charge de travail, c'est à une accélération des suppressions d'emploi que nous devrions assister... le Directeur Général ne s'en est jamais caché.

**COMME LE 14 MARS,
SOYONS TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 28 MARS !
ET POUR QUE LE MINISTRE NOUS ENTENDE ENCORE MIEUX :
RETROUVONS- NOUS TOUS À PARIS POUR UNE MANIFESTATION
NATIONALE À PARTIR DE MIDI DE BASTILLE À BERCY !**

Solidaires SYNDICAT NATIONAL
Finances Publiques

la cgt
Finances Publiques

FO
DGFIP

Cfdt:
FINANCES PUBLIQUES

Syndicat National
CFTC
DGFIP